

– la maison du sport européen –

Tweets du mois

EOC EU Office

@EOCEUOffice 26 January
Attending @sportintergroup discussions on Third-party ownership in Europe #TPO

EOC EU Office

@EOCEUOffice 21 January
@EOCEUOffice Director Folker HELLMUND to report on #EU activities at first meeting #EOC Executive Committee of 2016 in Lausanne @EOCmedia

SIGGS Project

@SIGGS_EU 20 January
Jean-Michel SAIVE, Chair #EOC Athletes' Commission, to present "view of the athletes on good governance" at #SIGGS Mid-term Conf @EOCmedia

SIGGS Project

@SIGGS_EU 20 January
Getting closer: 2 more weeks to #SIGGS Mid-term Conference in Lisbon (3-4 February) #GoodGovernanceProject

EOC EU Office

@EOCEUOffice 12 January
XG HEPA discussion on Physical Activities surveillance and coordination of the Council Recommendation on #HEPA

Table des matières

Editorial 2

UNION EUROPEENNE ET SPORT

Les Pays-Bas, la Slovaquie et Malte publient le programme du trio de présidence 3

Programme de la présidence néerlandaise 4

Réunion du groupe d'experts du Conseil sur la manipulation de compétitions sportives à Bruxelles 5

Discussion du groupe d'experts du Conseil sur la mise en œuvre des lignes directrices sur l'activité physique bienfaisante pour la santé (HEPA) 5

L'Intergroupe sport du Parlement européen discute la tierce propriété dans le football européen 6

Le groupe de Haut Niveau sur le sport pour tous se réunit pour discuter l'intégration sociale et la promotion de l'activité physique 8

Troisième rencontre du groupe de travail informel sur les activités des organisations du football et la crise migratoire 8

FINANCEMENT, ETUDES ET PROJETS

Renforcer la mobilité des moniteurs de ski au sein de l'UE 9

INFORMATIONS INTERNES

Visite de travail du Comité Olympique Néerlandais à Bruxelles 10

LE MOIS PROCHAIN

Dates importantes en février 11

– la maison du sport européen –

EDITORIAL

Chers lecteurs,

L'Union européenne fait incontestablement face à l'une des plus grandes crises de son histoire et il apparaît aujourd'hui illusoire de prévoir l'évolution de la situation dans les prochains mois. Dans le même temps, le monde du sport est également confronté à de grands défis. En effet, les événements de ces dernières semaines conduisent de nombreuses fédérations sportives internationales à s'interroger sur leur modèle de gouvernance et sur les changements à y apporter.

Le bureau des COE auprès de l'UE a pour objectif de soutenir la mise en place de meilleures structures de gouvernance pour les fédérations sportives. Dans le cadre de son projet SIGGS, financé par l'UE, le bureau des COE auprès de l'UE développe, avec le soutien de ses partenaires, un outil en ligne de bonne gouvernance. Cet outil propose aux organisations sportives, en plus d'une auto-évaluation, la mise en place de feuilles de routes et de plans d'actions personnalisés afin de leur permettre de se rapprocher d'un meilleur niveau de gouvernance. La conférence de mi-parcours du projet s'est déroulée à Lisbonne ces derniers jours, réunissant des représentants de Comités Nationaux Olympiques, mais aussi de Fédérations Sportives Internationales, Européennes et Nationales. Comme cela a souvent été mis en avant par le président du CIO, Thomas Bach, « *il n'y aura pas d'autonomie pour le sport sans preuves de bonne gouvernance* ».

De son côté, la toute nouvelle présidence néerlandaise de l'UE a publié, mi-janvier, ses priorités pour le sport. L'accent sera mis sur la question de l'organisation des grands événements sportifs, l'organisation du Forum du Sport de l'UE à la Haye ainsi que la tenue d'une conférence sur le dopage et la protection des données en juin. Le bureau des COE auprès de l'UE est en contact très régulier avec la présidence néerlandaise et nous ne pouvons que souligner l'approche utilisée jusqu'à présent.

En ce début d'année, la question du respect de la politique européenne de concurrence représente également un défi pour les organisations sportives de tous niveaux. Il existe aujourd'hui un risque que les autorités chargées de réguler et de mettre en application cette politique ne prennent pas suffisamment en compte la différence existante entre les organisations utilisant le sport simplement comme un outil économique et les organisations sportives, à but non lucratif, en charge de l'organisation du sport et de la mise en place de mécanismes de solidarité soutenant le sport amateur et le développement des jeunes athlètes. Ce modèle pyramidale représente la colonne vertébrale du sport organisé à travers le monde et mérite d'être reconnu et soutenu.

L'impact social du sport organisé n'a jamais été aussi visible qu'aujourd'hui. En effet, des centaines de clubs sportifs à travers l'Europe jouent un rôle majeur pour la société, comme le démontre aujourd'hui les innombrables initiatives favorisant l'intégration des migrants et des réfugiés. Il est particulièrement important que les états membres et les institutions européennes travaillent ensemble avec l'objectif d'améliorer le cadre légal et les conditions financières des clubs sportifs en Europe.

En vous souhaitant une agréable lecture, je vous rappelle que vous pouvez nous contacter directement pour toute question ou commentaire,



Folker Hellmund
Directeur du bureau des COE auprès de l'UE

UNION EUROPEENNE ET SPORT

Les Pays-Bas, la Slovaquie et Malte publient le programme du trio de présidence

La présidence néerlandaise du Conseil a publié un programme de 18 mois couvrant les présidences néerlandaise, slovaque et maltaise (de janvier 2016 à juin 2017).

Ce programme souligne les grandes priorités et les objectifs de ces trois pays pour la période, éléments qui seront plus amplement développés dans les programmes individuels de chacune des présidences. Cinq grands piliers sont mis en avant dans le document, bien que des modifications puissent se produire au gré de l'actualité :

1. Une union de la croissance et de la compétitivité ;
2. Une union à même de donner à tous ses citoyens les moyens de réaliser leurs aspirations et d'assurer leur protection ;
3. Vers une union de l'énergie dotée d'une politique en faveur du climat tournée vers l'avenir ;
4. Une union de la liberté, de la sécurité et de la justice ;
5. L'union, un acteur mondial de premier plan.

Le politique sportive de l'UE est spécifiquement mentionnée sous le second pilier avec l'objectif de « *mettre à profit la bonne gouvernance, l'inclusion sociale et l'éducation dans et par le sport, en portant une attention particulière aux grandes manifestations sportives internationales, à la diplomatie sportive et au volontariat* ».

Il est également important de mentionner d'autres initiatives pouvant avoir une influence sur le sport :

- **Initiatives dans le cadre du Marché Unique Numérique** : droit d'auteur et portabilité, blocage géographique, médias audiovisuels et au commerce en ligne, directive "câble et satellite"
- **Finalisation de la réforme sur la protection des données** qui pourrait avoir un impact sur la lutte contre la manipulation des compétitions sportives et la lutte anti-dopage.
- **Le budget européen 2017** avec un impact direct sur les programmes financiers européens tels qu'Erasmus+ Sport.
- Le **Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement**.
- **Révision de mi-parcours du programme Erasmus+** avec des changements possibles pouvant affecter le programme Sport ainsi que les autres programmes pouvant être utilisés par les organisations sportives.
- **Visa**: travail sur la simplification du Code des visas et sur un nouveau visa d'itinérance pouvant favoriser l'accès des athlètes de pays-tiers aux compétitions ayant lieu dans l'espace Schengen.
- **Nouvelle législation sur les armes à feu** pouvant avoir un impact sur les sports de tirs.

La présidence néerlandaise a, de son côté, publié son programme détaillé (voir l'article dédié). Le prochain trio de présidence sera composé, pour la période 2017/2018 du Royaume-Uni, de l'Estonie et de la Bulgarie.

PLUS D'INFORMATIONS

[Programme du trio de présidence](#)

– la maison du sport européen –

Programme de la présidence néerlandaise

Le 1^{er} janvier 2016, les Pays-Bas ont pris la présidence du Conseil de l'Union européenne, et ceux, jusqu'au 30 juin 2016.

La présidence néerlandaise va ainsi se concentrer sur les priorités suivantes :

1. Une approche intégrée des migrations et de la sécurité internationale ;
2. Une Europe innovante et créatrice d'emplois
3. Des finances européennes solides et durables ainsi qu'une zone euro robuste ;
4. Une politique énergétique et climatique d'avenir.

En ce qui concerne le Sport, la présidence, en accord avec le plan de travail de l'UE pour le sport 2014-2017, va se concentrer sur l'intégrité dans le sport.

L'accent va notamment être mis sur l'organisation et l'héritage des grands événements sportifs en insistant particulièrement sur les aspects économiques et sociaux pouvant ramener le soutien des populations dans l'organisation de ces événements.

La présidence souhaite travailler en proche collaboration avec le secteur du sport en organisant notamment plusieurs événements afin de promouvoir la lutte contre le dopage, la bonne gouvernance et la transparence dans le sport.

Un autre objectif de la présidence sera la question de l'intégration des migrants et le rôle de l'éducation et du travail des jeunes dans la lutte contre la radicalisation. La présidence mentionne notamment l'importance du sport comme outil de coopération avec la jeunesse.

Les objectifs politiques suivant présentent également un intérêt pour le sport :

- Dans le domaine de l'éducation, les Pays-Bas vont donner la priorité à l'employabilité et au développement du savoir et des compétences. Une attention particulière sera donnée à la modernisation de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.
- L'agenda de la Commission européenne sur les nouvelles compétences sera également discuté, avec l'objectif de promouvoir les investissements dans le développement des compétences pour les travailleurs.
- En ce qui concerne la culture et les médias, la présidence va pousser pour un débat et des conclusions du Conseil sur les infrastructures et les plateformes à mettre en place pour assurer la continuité du patrimoine culturel numérique européen.
- Promouvoir la diffusion des productions audiovisuelles européennes et moderniser le droit d'auteurs en accord avec la stratégie de Marché Unique Numérique européen.
- Poursuite des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).
- Promouvoir l'égalité hommes/femmes

En plus de ce programme, les Pays-Bas, la Slovaquie et Malte, en charge des trois prochaines présidences du Conseil (Trio de présidence), ont arrêté un programme de travail pour les 18 prochains mois mettant en avant la question de l'intégrité du sport, la diplomatie du sport et le volontariat dans le sport. La question de la migration et des réfugiés demeurera également dans les priorités du trio de présidence en gardant à l'esprit que le sport peut apporter une importante contribution sur le sujet.

– la maison du sport européen –

Réunion à Bruxelles du groupe d'experts du Conseil sur la manipulation de compétitions sportives

Le 26 janvier, la quatrième réunion du groupe d'experts sur la manipulation des compétitions sportives a été organisée à Bruxelles. Le bureau des COE auprès de l'UE et le CIO représentaient le mouvement olympique.

L'état d'avancement de la signature et de la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives a été discuté. Actuellement, 20 pays (dont 2 Etats membres) ont signé la Convention et seulement 2 l'ont ratifiée (1 seul Etat membre : le Portugal). L'une des questions centrales demeurant la signature de l'UE à la convention, certains domaines relevant de sa compétence.

Le Conseil de l'Europe promeut activement la Convention au travers de différents événements dont, le 25 janvier, une réunion de son Assemblée Parlementaire, organisée à Strasbourg avec notamment la présence de Claudia Bokel, présidente de la Commission des Athlètes du CIO.

Par la suite, différentes plateformes nationales ont été présentées dont celle du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Finlande. Bien que de grandes divergences existent entre ces différentes plateformes (pouvoir de mise en œuvre,

composition, structure), ces exemples démontrent la volonté des autorités publiques de collaborer avec le mouvement sportif pour lutter contre la problématique de la manipulation de compétitions sportives.

Le CIO s'est félicité de la mise en place de ces plateformes et à encourager les autres Etats membres à agir dans la même direction. De plus, le CIO a souligné l'importance de développer une relation de confiance entre les différents acteurs.

L'objectif du groupe d'experts est de préparer un rapport sur la lutte contre la manipulation de compétitions sportives. Ce rapport doit être finalisé en juin 2016, pour ensuite être présenté au groupe de travail du Conseil sur le sport, durant la seconde moitié de l'année. Une dernière réunion du groupe d'experts devrait se tenir avant juin afin de finaliser le rapport.

De son côté, la DG HOME de la Commission européenne a annoncé la tenue d'un atelier de travail sur la manipulation de compétitions sportives les 17 et 18 février, à Bruxelles. L'agenda de ces journées sera disponible dans les prochains jours.

Discussion du groupe d'experts du Conseil sur la mise en œuvre des lignes directrices sur l'activité physique bienfaisante pour la santé (HEPA)

Le groupe d'experts sur l'activité physique bienfaisante pour la santé (health-enhancing physical activity - HEPA) s'est réuni le 12 janvier dernier, à Bruxelles. La réunion s'est concentrée sur la deuxième production (« deliverable ») du groupe « *Coordonner la mise en œuvre des recommandations HEPA du Conseil* » ainsi que sur la présentation de bonnes pratiques.

La Commission a, dans un premier temps, informé les participants sur les récentes activités liées à HEPA. Il a notamment été mentionné la proximité du nouveau plan de travail de l'UE pour le Sport, qui débutera en 2017, ainsi que l'analyse de la Commission concernant les recommandations du Conseil sur HEPA.

– la maison du sport européen –

La coopération entre les différents services de la Commission, et notamment l'échange de données statistiques entre la DG EAC et la DG SANTE sur HEPA et l'obésité infantile, a également été soulignée.



Joao Breda, membre de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) était invité pour présenter la coopération entre son organisation et l'UE, notamment dans le domaine de la nouvelle stratégie de l'OMS sur l'activité physique pour la région de l'Europe. Des fiches d'informations sur les pays européens dans le domaine HEPA ont récemment été publiées par l'OMS.

Prof. Dr. Alfred Rütten (Université Erlangen-Nürnberg) a, pour sa part, présenté une initiative visant à comparer les données de surveillance de l'activité physique.

L'objectif de cette initiative serait de comparer trois questionnaires liés à l'activité physique afin de créer un outil de comparaison des différentes

méthodes. Plusieurs Etats membres ont montré un intérêt à rejoindre cette initiative.

En ce qui concerne la deuxième production du groupe, l'expert hongrois en charge du sujet a rappelé l'objectif du document, récolter les bonnes pratiques mises en œuvre au niveau national.

A ce jour, 20 états membres et quatre observateurs ont fourni des données sur le sujet. Une nouvelle version du document sera discutée lors de la prochaine réunion.

La suite de la réunion a été dédiée à la présentation de bonnes pratiques par 3 états membres et deux observateurs.

En guise de conclusion, l'expert du Luxembourg a illustré la manière dont le Conseil avait construit ses conclusions sur la promotion de l'activité physique et sportive chez les enfants en s'appuyant sur la première production du groupe d'experts.

La prochaine réunion du groupe d'experts HEPA se tiendra le 12 avril 2016, à Chypre où les points de contacts nationaux HEPA se rencontreront également, le 11 avril 2016.

PLUS D'INFORMATIONS

[Fiches d'informations sur HEPA](#)

[Stratégie de l'OMS sur l'activité physique pour la région européenne](#)

[Conclusions du Conseil sur la promotion de l'activité physique et sportive chez les enfants](#)

L'Intergroupe sport du Parlement européen discute la tierce propriété dans le football européen

Le 26 janvier, pour sa quatrième réunion, l'Intergroupe sport du Parlement européen a proposé une discussion sur la tierce propriété (TPO) dans le sport. Le TPO est généralement utilisé pour décrire une situation dans laquelle une tierce partie fournit un soutien financier à un club

(dans le cadre de l'achat d'un joueur) ou à un joueur avec, comme contrepartie, un pourcentage sur les futures indemnités de transferts du joueur concerné.

Actuellement, le TPO est très majoritairement utilisé dans le domaine du football. Outil financier

– la maison du sport européen –

venu d'Amérique du Sud, le TPO a été interdit depuis plusieurs années par plusieurs Ligues de football professionnel (France, Royaume Uni ou encore Pologne). Ces dernières années, l'UEFA puis la FIFA ont également interdit la pratique.

Deux panels ont été organisés afin de traiter le sujet du TPO, réunissant différents acteurs venant du monde du football. Ces tables rondes ont permis une vraie opposition d'idées avec d'un côté de fervents défenseurs du TPO et de l'autre des opposants à ce système.

Après une rapide introduction du député Marc Tarabella, co-président de l'Intergroupe, le premier panel, composé de Wouter Lambrecht, membre de l'Association européenne des clubs (ECA), de Julien Zylberstein (UEFA), de Georg Pangl des Ligues européennes de football professionnel (EPFL) et de Nélío Lucas (Doyen Sport), a ouvert la discussion.

Mr Lambrecht, dont la présentation a porté sur une étude commandé par ECA sur le TPO en 2013, et Mr Pangl ont adopté une position nuancée sur la question du TP, appelant notamment à une plus grande réglementation du TPO plutôt qu'à son interdiction. De leur côté, les représentants de l'UEFA et de Doyen Sport ont clairement exposé leurs divergences sur le sujet. Julien Zylberstein a justifié la décision de l'UEFA d'interdire la pratique du TPO en expliquant qu'elle « *était mauvaise pour les clubs, pour les joueurs, pour le sport amateur et pour le football en général... c'est un outil qui peut mettre en danger l'autonomie des clubs dans la prise de décision mais aussi être problématique pour l'intégrité des compétitions* ».

Mr Lucas, représentant de Doyen Sport, l'un des acteurs privés les plus actifs sur la question des TPO en Europe, a régulièrement été questionné par les autres intervenants sur la transparence des

activités de son entreprise. Arguant que Doyen soutenait les investissements mais ne revendiqué en aucun cas la propriété des joueurs, Mr Lucas a indiqué que ce système était un moyen légal et durable de financement pour les clubs, respectant à la fois l'indépendance du club mais aussi celle du joueur.



Le second panel a offert un débat intéressant entre Javier Tebas (Président de la Ligue espagnole de football) et Daniel Lorenz, tous deux en faveurs du TPO alors que Omar Ongaro (FIFA) and Jonas Baer-Hoffmann (FIFPRO) ont défendu l'interdiction de celui-ci.

Mr Tebas a notamment indiqué que « *le TPO représente une source vitale de financement, qui aide les petits clubs à demeurer compétitif* » alors que Jonas Baer-Hoffman a exprimé ses craintes concernant la liberté d'agir des joueurs.

La question de la légalité du système et de son interdiction ont également été abordées par les intervenants, faisant notamment référence aux différentes plaintes déposées auprès de la Commission européenne.

La prochaine réunion de l'Intergroupe Sport aura lieu le 5 avril et se concentra sur la lutte contre la manipulation des compétitions sportive.

– la maison du sport européen –

Le groupe de Haut Niveau sur le sport pour tous se réunit pour discuter l'intégration sociale et la promotion de l'activité physique

Le 22 janvier, le groupe de Haut niveau sur le sport pour tous, établi par le Commissaire Tibor Navracsics, s'est réuni pour la seconde fois. La précédente réunion avait permis au groupe de se mettre d'accord sur les principaux domaines couverts par les recommandations finales. Parmi ces domaines, l'intégration sociale et la promotion de l'activité physique étaient à l'agenda de cette seconde rencontre.

La discussion sur l'intégration sociale a débuté par une introduction générale d'Heike Kübler, venant du Comité Olympique Allemand (DOSB), sur le sujet ainsi qu'une présentation des différentes activités conduites par le Comité Olympique Allemand sur l'inclusion des réfugiées et des migrants. Par la suite, les membres du groupe ont déterminé différents aspects majeurs à inclure dans les recommandations finales, basée sur les

exemples de bonnes pratiques venant de leur pays ou de leurs organisations.

Les participants se sont ensuite entendus sur la nécessité de prendre en compte la situation actuelle en Europe en dédiant certaines recommandations à l'inclusion sociale des migrants et des réfugiés.

La session de l'après-midi s'est concentrée sur la promotion de l'activité physique. Peter Krstrup, professeur en santé et sport à l'université de Copenhague, a ouvert la discussion avec une présentation intitulée « *Sport d'équipe comme prévention, traitement et rétablissement des maladies chroniques non transmissibles* ». Il a ainsi souligné l'importance de se concentrer sur le plaisir dans l'activité physique et le sport pour inciter également les personnes n'étant pas intéressées par le sport de compétition à devenir active. Il a notamment été mentionné l'exemple de l'organisation de matchs de football au Danemark sans buts, rendant les rencontres moins compétitives. Cette intervention a permis de lancer une intéressante discussion sur les différents moyens de créer un environnement encourageant les populations à être plus actives.

Le groupe de haut niveau poursuivra son travail afin de rendre les conclusions finales au commissaire au moins de juin 2016. La prochaine réunion aura lieu le 16 mars 2016.



Troisième rencontre du groupe de travail informel sur les activités des organisations du football et la crise migratoire

Le 26 janvier, le groupe de travail informel " *Crise migratoire et organisation du monde du football* " a

tenu sa troisième réunion, à Bruxelles. Composé de représentants de différentes organisations du

– la maison du sport européen –

monde du football, actives sur les questions de migrations et d'accueil des réfugiés, ainsi que de membres de la Commission européenne, ce groupe de travail vise à promouvoir le rôle que le football, et plus généralement le sport, peut jouer dans l'accueil et l'intégration des migrants et des réfugiés.

Antonio Silva Mendes, directeur Jeunesse et Sport au sein de la DG Education et Culture de la Commission européenne (DG EAC), a ouvert la discussion avec une présentation des activités récentes du groupe de travail. Mr Silva Mendes a ensuite invité Kurt Wachter, de l'institut de Vienne pour la Coopération, et le dialogue international et Laurent Thieule, président du Kraainem football club (région de Bruxelles) a présenté des exemples de bonnes pratiques sur le sujet.

Kurt Wachter a ainsi proposé une intéressante présentation d'un projet Erasmus+ s'occupant de l'intégration sociale des migrants. Prenant la suite d'un premier projet développé dans le cadre des actions préparatoires dans le domaine du sport, le projet ESPIN (Réseau européen d'inclusion par le Sport) vise à développer la participation des migrants dans le volontariat sportif. Mr Wachter a ainsi présenté différentes activités conduites au cours des deux projets dont la journée du Football pour les réfugiés.

De son côté, Laurent Thieule a mis l'accent sur les activités organisées par le Kraainem football club et notamment l'accueil, au sein de ses structures, des réfugiés pour des entraînements de football et des cours de langues.

La seconde partie de la réunion a été conduite par le Commission européenne avec notamment une

présentation des résultats du questionnaire « *Bonne pratiques sur l'intégration des migrants dans et au travers du football* », résultats basés sur les contributions volontaires des membres du groupe de travail.

Par la suite, Astrid Bey (DG EAC) a présenté au groupe de travail la page web dédiée à la migration et au sport. Mise en place sur le site internet de l'Unité Sport de la Commission européenne, cette page web vise à transmettre, au grand public, des informations sur des projets financés par l'UE sur l'inclusion social des migrants par le sport ainsi que de partager des exemples de bonnes pratiques provenant du monde du football, informations collectées suites aux précédentes rencontres du groupe de travail.

La Commission européenne a également confirmé au bureau des COE auprès de l'UE la possibilité pour les organisations sportives extérieures au monde du football de contribuer à cette collection de données, indiquant que le ciblage actuel sur le football était simplement la première étape de cette initiative.

Le Forum sportif de l'UE, qui se tiendra les 9 et 10 mars prochains à la Haye, offrira l'opportunité d'approfondir les discussions sur le sujet puisque une partie du programme sera spécialement dédiée aux défis posés par l'intégration des migrants dans les clubs sportifs.

PLUS D'INFORMATIONS

[Site web "Migrants et Sport" de la Commission européenne](#)

FINANCEMENT, ETUDES ET PROJETS

Renforcer la mobilité des moniteurs de ski au sein de l'UE

– la maison du sport européen –

La question de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles dans le sport est au cœur de l'agenda européen depuis de nombreuses années, et plus spécialement la question de la qualification des moniteurs de ski.

Traité par les groupes d'experts de la Commission et dans les groupes d'experts du Conseil durant le plan de travail 2011-2014, ce sujet fait aujourd'hui parti du groupe d'expert sur la gestion des ressources humaines dans le sport.

Actuellement la profession de moniteur de ski est régulée différemment dans les différents Etats membres de l'UE, créant ainsi des disparités dans les exigences à remplir pour accéder à ce statut selon les pays. C'est pourquoi certains pays ont décidé de mettre en place des réglementations nationales très complexes, rendant difficiles l'exercice de cette profession par des personnes ne venant pas de l'Etat membre en question, situation contraire à la liberté de mouvement imposée par le marché unique européen.

La Commission européenne, en collaboration avec les Etats membres et des experts du monde du sport, a débuté une réflexion sur cette problématique, dont les premiers résultats sont apparus dans un protocole d'entente établissant un projet pilote pour la création d'une carte européenne de moniteur de ski. Adopté en 2012 par neuf Etats membres, ce protocole visait à remplacer certaines procédures complexes de

reconnaissance des qualifications de moniteur de ski.

Dans les pays impliqués, un moniteur de ski ayant obtenu la plus grande reconnaissance de compétence et ayant réussi deux tests européens ('Eurotest' and 'Eurosecurity test') pouvait ainsi obtenir une carte professionnelle de son pays d'origine.

L'UE discute aujourd'hui de la mise en œuvre d'un « *test commun de qualifications* » pour les moniteurs de ski, pour remplacer le protocole, dont la durée de vie est limitée dans le temps.

Afin d'obtenir un état des lieux de la situation actuelle, le Commission européenne a lancé une étude sur le sujet. Publié en janvier 2016, cette étude fournit les informations nécessaires à une future mise en place du test commun.

Le test commun de qualifications est actuellement en phase de développement et devrait entrer en vigueur avant la fin de l'année. Son objectif est de simplifier, pour les moniteurs de ski, la pratique de leur profession au sein de différents états membres.

PLUS D'INFORMATIONS :

[Etude sur la situation des moniteurs de ski dans l'UE](#)

[Directive 2005/36/EC sur la reconnaissance des qualifications professionnelles](#)

INFORMATIONS INTERNES

Visite de travail du Comité Olympique Néerlandais à Bruxelles

Les 13 et 14 janvier 2016, le Comité Olympique des Pays-Bas (NOC*NSF) a organisé une visite de

travail, à Bruxelles, pour sa commission des affaires politiques sportives, pour des membres de

– la maison du sport européen –

son pôle affaires publiques ainsi que des représentants d'autres organisations sportives néerlandaises intéressées par le sujet. Le bureau des COE auprès de l'UE a fourni un support administratif afin de faciliter le déroulement de cette visite.

Les deux jours de visite avaient pour objectif d'informer les participants sur la politique sportive de l'UE ainsi que de leur permettre de rencontrer des représentants des institutions européennes et des acteurs du monde du sport.

Le programme a débuté par une visite de l'unité Sport de la Commission européenne, où le groupe a été accueilli par Susanne Hollmann, Chef d'unité adjointe et Michal Rynkowski, chargé de politiques doté d'une grande expérience dans le domaine des financements européens.

Par la suite le groupe s'est rendu au bureau des COE auprès de l'UE. Après une introduction sur le rôle et la composition du bureau des COE auprès de l'UE, le groupe a discuté plusieurs politiques européennes donc le Marché Unique Numérique, la bonne gouvernance avec comme fil conducteur la description du fonctionnement des institutions européennes et du meilleur moyen de construire

une stratégie défendant efficacement les intérêts sportifs au niveau européen.



Le premier jour de visite s'est ensuite conclu par une rencontre informelle avec la députée européenne néerlandaise Marietje Schaake (ALDE).

Durant la deuxième journée, le groupe a visité la représentation permanente des Pays-Bas auprès de l'UE, où une présentation des priorités de la présidence néerlandaise a été donnée et discutée en présence de nombreux représentants d'organisations sportives européennes. Le bureau des COE auprès de l'UE a également pris part à cette discussion.

LE MOIS PROCHAIN

Dates importantes en février

03-04 février	<i>Conférence de mi-parcours du projet SIGGS, Lisbonne</i>
06 février	<i>Comité exécutif d' ENGSO, Stockholm</i>
20 février	<i>7th Anniversaire du bureau des COE auprès de l'UE Bruxelles</i>
23 février	<i>Groupe d'experts du Conseil sur la Bonne Gouvernance, Bruxelles</i>
25 février	<i>3^{ème} réunion du Groupe de Haut niveau Sport et Diplomatie, Bruxelles</i>



EU Office

RAPPORT MENSUEL

JANVIER 2016

– la maison du sport européen –